

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909

N°884 du 26 Août 2006

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

NOUS AVONS BESOIN D'UN GUIDE

Nous avons besoin d'un guide, mais quel guide ?

Le futur de notre pays est suspendu à deux points d'interrogation : la construction européenne, et les échéances électorales prochaines.

S'agissant de la construction européenne, l'incertitude est totale. La façon dont les Européens ont abordé le drame libanais est révélatrice : la diplomatie européenne est une utopie, et l'Europe politique un non sens. La volonté affirmée par Jacques CHIRAC, avec le soutien timide d'Angela MERKEL, de relancer le projet de constitution se heurte aux réticences de la plupart des partenaires de l'Union, saisis tantôt par le scepticisme, tantôt par des flambées de nationalisme de mauvais augure. Notre Université d'Eté de la Nouvelle Economie s'ouvre lundi matin sur le thème : harmonisation ou concurrence. Nous explorerons les chances attribuées soit à une Europe centralisée régie par décrets pour uniformiser les institutions, les impôts et le droit du travail, soit à une Europe de la diversité, progressant par saine émulation entre Etats peu à peu amenés à alléger les charges fiscales, sociales et réglementaires.

Quant aux échéances électorales, elles s'approchent à grands pas, et le pays est déjà paralysé et subjugué. Paralysé, car la majorité actuelle n'entend pas réaliser en quelques mois les réformes qu'elle n'a pas su faire en quatre ans. Subjugué, parce que la litanie démagogique commence à se réciter ; n'importe qui dit n'importe quoi, pourvu qu'il ne dise pas ce que dit n'importe quel autre. Les Français sont dans le brouillard, ils cherchent un repaire, une éclaircie.

Voilà pourquoi ils ont besoin d'un guide.

Il ne manque pas de candidats au rôle de guide. A gauche, à droite, les vocations, anciennes ou tardives, se multiplient. Prendre la France par la main et la conduire à la croissance, à la paix sociale, à la sécurité interne et internationale : il y a bien des volontaires pour cette noble mission. Mais est-il satisfaisant pour les citoyens de s'en remettre ainsi à l'homme providentiel, ou à la femme savante ? L'ampleur de la tâche à accomplir, l'urgence et l'importance des réformes à réaliser, dépassent sans nul doute les capacités d'une seule personne, si géniale et si séduisante soit-elle. J'admire ceux qui ont déjà arrêté leur choix, et déterminé leurs suffrages. Mais je les mets en garde aussi contre cette solution de facilité, qui les dispense d'examiner de plus près ce que le candidat veut leur proposer – ou veut leur taire. N'ont-ils pas appris depuis longtemps que la confiance mise dans un homme ou un parti peut être cruellement trahie, et que les gouvernants font une politique inverse de celle qu'attendaient les électeurs peu regardants parce que trop confiants ?

Pour ma part, je n'ai pas d'attrait pour cette personnalisation de la vie politique, qui empêche de poser les vrais problèmes et de voir les vraies solutions. Le guide dont j'ai besoin, et dont beaucoup de Français ont sans doute besoin, c'est celui qui ouvre une voie qui débouche sur un vrai projet pour la France, animé par le souffle d'un esprit novateur et courageux, précisé dans des mesures concrètes et cohérentes. En d'autres termes nous avons besoin d'une doctrine qui nous guide dans les mois à venir.

Doctrine : un mot que les hommes politiques n'aiment pas parce que la doctrine les engage, les empêche de pratiquer leur fameux « pragmatisme » qui les conduit à changer de ligne en permanence et d'évoluer comme les bouchons sur la mer.

J'ai choisi, avec quelques amis, pleins de compétence, mais aussi de prudence et de réalisme, de commettre le crime de dogmatisme, puisqu'un dogme n'est qu'une connaissance éprouvée et affirmée, fruit de la réflexion et de l'expérience. Nous avons travaillé ensemble à l'esquisse d'un « guide du candidat » qui sera présentée à l'occasion de l'Université d'Été, et qui sera améliorée et diffusée au cours des prochaines semaines.

Je ne sais pas si ce guide sera du goût de tout le monde, mais il est certainement d'un genre qui convient à la situation de notre pays. Quand un peuple est désemparé, la pire des erreurs consiste à se replier sur soi. C'est en ouvrant la fenêtre sur le monde extérieur, c'est en redécouvrant les lois universelles et intemporelles de l'économie, c'est en renaissant à des vertus morales et spirituelles qu'il peut trouver le chemin d'un futur. Notre guide invite les Français à emprunter ce chemin, et à amener les candidats de tous bords à des choix doctrinaux clairs et responsables. Si ces choix n'étaient pas faits, les électeurs pourraient aussi créer la surprise, comme ils l'ont fait en mai 2005 – un avertissement qui semble ne pas avoir été totalement reçu par la classe politique.

Je ne veux pas m'arrêter sur cette note acide. Je crois fermement que la campagne électorale passera tôt ou tard par un débat sérieux sur le futur de notre société, et la mission des libéraux est d'amorcer et d'enrichir ce débat grâce à une doctrine qui apporte cohérence et motivation : la doctrine qui veut rompre avec l'étatisme, le jacobinisme pour construire une société de liberté et de responsabilité.

Jacques GARELLO

Conjoncture

« TOUS LES INDICATEURS SONT AU VERT »

Le ministre de l'économie, Thierry BRETON, ne cache pas son enthousiasme : « Tous les indicateurs sont au vert ». Quel changement de décor depuis la fin juin, où nous titrions notre dernier article de conjoncture : « L'économie française déjà en vacances » ! Quelle révolution en deux mois ! Il est vrai que l'INSEE vient de publier un chiffre de croissance pour le second trimestre 2006 plutôt encourageant. Mais une hirondelle suffit-elle à faire le printemps ? C'est un jugement global qu'il faut porter sur l'économie française. Or nos problèmes de fond demeurent, ce qui fait que la croissance enregistrée pourrait n'être qu'un feu de paille.

Le PIB en hausse de 4,4 à 4,8%

Pour le second trimestre 2006 l'INSEE a annoncé une progression du Produit intérieur brut (PIB) de 1,1% ou 1,2%. C'est effectivement un bon chiffre. En rythme annuel, cela représente 4,4 à 4,8% : il y a longtemps que nous n'avons pas connu de tels chiffres.

Le ministre de l'économie est content et il le fait savoir. Dans un entretien au Monde, il parle d'une « très bonne nouvelle », et il commente : « Il est clair que nous avons là une performance remarquable de l'économie française au printemps 2006 ». Un tel résultat « est arrivé trois fois en vingt ans... C'est la démonstration que la politique de croissance menée avec détermination par le gouvernement, fondée sur le retour de la confiance, la maîtrise des finances publiques et l'accroissement des investissements, porte ses fruits ».

Bref, l'économie française serait sauvée. A en croire le ministre, nous faisons même deux fois mieux que les Etats-Unis.

On nous pardonnera d'aller moins vite en besogne que le ministre. D'abord, parce qu'on ne juge pas une économie sur un seul chiffre, ni une conjoncture sur un seul indice. Rappelons-nous l'an dernier : la hausse était de 0,1% à peine au premier trimestre 2005, puis de 0 au second trimestre : on parlait de récession. Au troisième trimestre, brutale reprise avec 0,7% : on disait déjà que

la croissance était repartie. Et dès le quatrième trimestre 2005, on retombait à 0,2%, d'où une année au total médiocre. En 2006, la hausse a été à peine de 0,5% au premier trimestre et donc pour l'instant seul le second trimestre est satisfaisant.

L'acquis de croissance, comme on dit, n'est pour l'instant que de 1,8%. Dans l'état actuel des choses, si le second semestre est correct, la croissance pourrait se situer entre 2 et 2,5% : Cela n'aurait rien d'extraordinaire, mais on ne sait même pas si on y parviendra.

Plus de consommation, mais moins d'épargne

Nos réserves pour les mois à venir sont dictées par l'analyse plus précise des raisons pour lesquelles le chiffre actuel aura été correct.

En premier lieu, il y a la conjoncture internationale. Voilà des années qu'elle est excellente, en particulier aux Etats-Unis (plus de 4% de croissance) et bien sûr dans les pays émergents. A la différence de la plupart des pays de l'OCDE, ce n'est que ce trimestre que l'économie française a enfin pris le train en route. Mais n'est-il pas trop tard ? Le train international de la croissance semble déjà ralentir. Le PIB américain n'a augmenté que de 2,5% au second trimestre, contre 5,6% au premier trimestre. Nous ne poursuivrons dans la bonne direction que si le contexte international nous est très favorable dans les prochains mois.

Voyons maintenant la situation nationale. La croissance a été avant tout menée par la consommation, qui progresse de plus de 2%. Mais comment les Français font-ils pour consommer toujours plus, alors que leur pouvoir d'achat n'a augmenté que de 1,1% ? La réponse de l'INSEE est claire : ils puisent dans leur épargne. Le taux d'épargne est ainsi descendu de 15,8% des revenus en 2004 à 14,9% en 2005. Une telle fuite en avant n'a qu'un temps. Les Français sacrifient ainsi l'avenir, car consommer sans produire, c'est provoquer l'explosion des importations, alors qu'épargner prépare l'avenir et permet un meilleur financement des investissements et surtout de faire face à une dette publique explosive.

Autre moteur de la croissance : la reconstitution impressionnante des stocks. Mais cela n'a qu'un temps et ne pourra se poursuivre indéfiniment, une fois le bon niveau des stocks atteint. Certes, il y a aussi la bonne tenue des exportations. Mais d'une part le ralentissement à l'étranger va peser sur celles-ci ; d'autre part, les résultats du commerce extérieur montrent que les importations progressent encore plus vite, d'où un déficit extérieur accru, supérieur à 12,5 milliards de dollars pour le seul premier semestre.

Voilà donc quelques feux qui ne sont pas au vert, mais au moins à l'orange clignotant...

La croissance durable ne se décrète pas

En allant plus au fond de l'analyse, nous ne voyons pas pourquoi la croissance française serait durable alors qu'aucune structure de l'économie n'a évolué.

Le moteur essentiel de la croissance est l'investissement des entreprises. Or, les résultats avaient été très mauvais au premier trimestre. Les prévisions des entrepreneurs ne sont pas optimistes, et les PME en particulier n'ont pas les moyens financiers de leur expansion.

Quant à la création d'emplois, elle est toujours insuffisante. Certes, le taux de chômage a reculé à 9% de la population active, mais il reste le plus élevé des pays occidentaux, tandis que les créations d'emplois dans le secteur marchand sont faibles : ce sont les emplois aidés, dont il faudra payer la note un jour, qui réduisent le chômage, ce qui n'a rien de durable.

Pour sa part, le ministre attribue cette croissance du PIB à la politique du gouvernement et en particulier à sa maîtrise des dépenses publiques. Or les déficits budgétaires sont toujours aussi explosifs, proches de 3% du PIB, tandis que la dette publique est au plus haut. Si le gouvernement veut lutter contre les déficits, il doit diminuer massivement les dépenses publiques, et en particulier ne pas remplacer les fonctionnaires partant en retraite : le projet de budget pour 2007 n'en prend pas le chemin.

Pour que la croissance soit durable, il faut deux conditions : d'une part, procéder aux réformes de structures : libéraliser l'économie en général et le marché du travail en particulier ; d'autre part, diminuer massivement les impôts et notamment leur progressivité, pour encourager l'offre. Or le gouvernement ne pratique ni l'une ni l'autre de ces politiques. Voilà pourquoi nous croyons que l'optimisme officiel est exagéré et que la croissance du second trimestre ne sera qu'un feu de paille.

LIBAN : QUI A PERDU ?

Michel Gurfinkiel posait dans Valeurs Actuelles (18 Août) la question : qui a gagné ?

Il nous semble qu'il y a eu plus de perdants que de vainqueurs. Encore faut-il distinguer les gains et pertes sur le terrain et sur le plan politique.

Contrairement à ce que disent la plupart des médias français, le grand perdant est le Hezbollah. Sur le terrain ses troupes de choc ont été décimées, et les sites de lancement des missiles lourds de moyenne et longue durée ont été anéantis. La résolution 1701 est un échec diplomatique : laisser la place à l'armée libanaise et être sommé de rendre les armes ne le met pas en position favorable. Enfin le peuple libanais a commencé à réagir contre les Palestiniens qui non seulement sont depuis des années des hôtes peu appréciés, mais qui de plus l'ont précipité dans un conflit qui détruit leurs infrastructures et brise une économie en plein redémarrage.

Pour autant Israël n'est pas vainqueur. Certes l'opération militaire a atteint ses objectifs, et Tsahal a démontré une fois de plus qu'elle était capable de faire front, et de protéger le peuple israélien. Les Israéliens ont fait la preuve de leur courage et de leur solidarité. Mais devoir une fois de plus s'effacer devant les décrets de l'ONU et rester sous la pression d'un environnement belliqueux ne constituent pas une issue favorable.

Les Anglo-Saxons ont pourtant soutenu Israël aussi loin que possible. Leur diplomatie a échoué quand ils ont accepté le principe d'un cessez-le-feu plutôt malvenu pour les Israéliens et quand ils ont accepté l'intervention de l'ONU. Dans cette affaire, l'Iran a marqué des points, et aborde les discussions sur l'enrichissement de l'uranium dans une meilleure position. Les Etats-Unis sont ainsi appelés à renforcer leur vigilance, mais ils ont perdu quelques atouts.

Les Européens ont fait pire ; Ils ont montré non seulement leurs divisions internes, mais aussi leur incapacité opérationnelle. La prétention d'une diplomatie commune et la création d'un Ministre des Affaires Etrangères au sein de l'Union paraissent désormais totalement vaines. La « voix de l'Europe » a été très assourdie !

Mais c'est bien pour la France que les pertes auront été les plus lourdes. Se prévalant d'une vieille amitié entre les peuples français et libanais, Jacques CHIRAC a occupé le devant de la scène tout au début du conflit. Après avoir condamné une riposte « disproportionnée » d'Israël à l'enlèvement de ses soldats et aux tirs de missiles, il s'est fait le champion d'un cessez-le feu et d'une intervention de l'ONU. Cet engagement verbal, fondé sur le principe du retrait d'Israël et du désarmement du Hezbollah, a conduit à l'adoption de la résolution 1701. Mais quand il s'est agi de joindre les actes à la parole, la France a déclaré forfait, se disant prête à envoyer un contingent de 200 soldats. Comme jadis, la France abandonne les Libanais à leur sort, puisque tout le monde sait que l'armée libanaise est incapable de maintenir l'ordre au sud Liban faute de moyens, mais aussi de volonté guerrière contre des frères d'armes. La France s'est ainsi totalement discréditée, au point que les Israéliens préférèrent voir le commandement de la FINUL confié aux Italiens plutôt qu'aux Français.

Bien évidemment le peuple français n'a pas pris conscience de ce nouveau faux pas dramatique et honteux, parce que la plupart des médias ont entonné l'hymne de la victoire du Hezbollah, et n'ont cessé de multiplier les images de destruction massive, voire de « génocide », dont se serait rendue coupable l'armée israélienne. Les sympathies visibles sont du côté des Palestiniens.

Enfin et non le moindre, les grands perdants de la guerre, comme c'est hélas le cas le plus fréquent, ce sont les peuples israéliens, libanais et palestiniens. Ils sont victimes une fois de plus du fanatisme religieux d'une secte terroriste, soutenue par la Syrie et l'Iran. Ils sont victimes aussi de la lâcheté et de la division de la communauté internationale, incapable d'obtenir l'application de la résolution 1559 prévoyant le désarmement du Hezbollah et le retrait de toute force étrangère du territoire libanais. Ces peuples souffrent, ils voient sans cesse reculer l'espoir d'une paix durable, au moment où le gouvernement israélien et la présidence palestinienne amorçaient un dialogue apparemment constructif ; mais un dialogue dont ne voulaient ni le Hezbollah ni le Hamas, tous deux aux ordres de l'internationale chiite. Le camp de la paix et de la compréhension mutuelle a perdu. Un front de la paix pourra-t-il se reconstituer avant que la région entière, voire la planète, ne soient enflammées par les brûlots de la barbarie ?

UN GUIDE DU CANDIDAT : POURQUOI ? POUR QUI ?

Voici le texte introductif du Guide du candidat, dans la version présentée au cours de l'Université d'Été. Le Guide sera disponible sur www.libres.org dans les semaines à venir, après amendements apportés par les partenaires de l'ALEPS. Il recevra ensuite la diffusion la plus large possible.

Un guide est indispensable pour orienter le voyageur vers les meilleurs sites ou les meilleures tables. Un bon guide est bâti sur l'expérience vécue, et sur des critères de qualité conformes aux goûts du voyageur.

Nous allons être invités à un long et périlleux voyage électoral.

Guide du candidat : destiné aux électeurs, pour les accompagner dans leur périple.

Certains n'ont pas besoin de guide : leurs préférences sont d'ores et déjà arrêtées, ils descendent toujours dans les mêmes endroits, ils votent toujours de la même façon : pour la droite, ou la gauche et plus souvent encore contre la gauche, ou contre la droite. Ils acceptent d'avance d'être déçus, mais se disent que les autres feraient pire encore.

D'autres, plus nombreux encore, décideront de rester chez eux : les joutes électorales ne les concernent plus, ils sont sûrs que leur vote ne changerait rien. Pas besoin de guide non plus.

Restent des millions de Français qui s'interrogeront sur la qualité des programmes et des hommes présentés à leurs suffrages. La campagne les éclairera-t-elle réellement ? La publicité électorale va les submerger, les discours ne seront pas toujours lisibles, les querelles de personnes et de partis occulteront souvent le débat d'idées, et au dernier moment on s'arrêtera à un choix hasardeux. Ce guide pourrait les éclairer.

Il pourrait même les stimuler. S'ils pensent que leur vote peut réellement faire basculer la majorité d'un côté ou de l'autre, ils voudront faire leur choix en toute connaissance de cause. Aujourd'hui les résultats des consultations à venir sont incertains, et il suffit de quelque 500.000 voix (soit 1,5% des inscrits) pour changer l'issue du scrutin. Plus conscients de leurs responsabilités et de leurs possibilités que d'autres électeurs, résignés ou révoltés, ils vont sans doute se donner le temps de la réflexion, ils ont besoin d'informations et de repères.

Guide du candidat : destiné aussi aux hommes politiques, pour qu'ils ne se trompent pas d'adresse

La plupart des hommes politiques n'ont pas besoin de guide, parce qu'ils ont d'ores et déjà un guide. Ils ont choisi de se ranger derrière un leader, un mot qui sonne mieux qu'un *duce* ou un *fürher*, mais qui dit la même chose : le sauveur providentiel, l'homme à qui on s'en remet aveuglément. Le guide n'a pas besoin de guide, il a besoin de soutien.

De plus, l'idée d'un guide à usage des électeurs est irritante pour les futurs élus, car ils veulent aller où ils veulent, sans engagement concret ni précis, si ce n'est sur quelques détails mineurs destinés à attirer le chaland. Depuis quelques décennies, le « dogmatisme » n'a pas bonne presse chez nos hommes politiques, qui ne croient plus aux grands principes et sont prêts à changer d'idées au fil des événements. Au prétexte de ne pas sombrer dans l'idéologie, ils rejettent toute doctrine et prônent l'empirisme. Cette attitude confortable revient à se faire remettre un chèque en blanc par les électeurs, condamnés à faire crédit à des dirigeants qui feront « de leur mieux » - absolvant d'avance les erreurs et les incohérences.

Il existe pourtant quelques hommes politiques, anciens ou nouveaux, qui se rendent compte que la politique du chien crevé au fil de l'eau met la France en situation de faillite économique, de chaos social et de ruine morale. Victimes du verrouillage partisan qui leur a interdit jusqu'ici toute initiative originale, ils ont gardé assez d'indépendance d'esprit et sont restés assez proches de la « France d'en bas » pour rechercher une voie nouvelle. Un guide, construit à partir de principes simples, et soucieux des réalités, peut leur être d'une aide précieuse. Il les change de la pensée unique et de la langue de bois qu'ils subissent.

Un guide est fait par le consommateur, pas par le producteur

La qualité d'un guide se mesure à la façon dont sont repérés et notés les établissements en concurrence, les monuments et les musées à visiter.

Un guide ne se confond pas avec une publicité ou une propagande dirigée par ceux qui se présentent au choix du voyageur.

Celui-ci ne manque pas à la règle, il a été conçu et rédigé par des consommateurs (électeurs) et non par quelque producteur (candidat ou parti) que ce soit.

Les auteurs de ce guide vous assurent de leur indépendance et de leur expérience.

Indépendance : ce guide ne doit rien à la « société politique ». Il est même à beaucoup d'égards « politiquement incorrect » - ce qui le condamnera d'emblée aux yeux des partisans, militants et fanatiques de toutes sortes. Il s'adresse aux hommes et femmes de bonne volonté. Il est pure émanation de la société civile, pur produit d'échanges entre personnalités et associations libres de toute attache partisane – ce qui est en réalité la situation de deux Français sur trois au moins. Il ne s'agit pas d'une « majorité silencieuse » de façade, mais d'une minorité de gens ignorés volontairement des médias et qui ont pourtant quelque chose à dire. Beaucoup d'entre vous se retrouveront d'ailleurs facilement dans les choix présentés, car ils sont ceux que vous rencontrez dans le cadre de votre vécu quotidien.

Expérience : les auteurs de ce guide l'ont acquise pour les uns dans l'entreprise et la vie économique, pour les autres dans les sciences de l'homme et la vie intellectuelle. Pour les uns et les autres, la perspective internationale a été déterminante dans leur réflexion : qu'ont fait et que font « les autres » ? Quelles leçons tirer des recherches scientifiques et des politiques menées dans le monde entier ? La myopie de nos dirigeants vient du mythe de « l'exception française », qui leur interdit toute référence à la sagesse universelle et toute considération pour les lois intemporelles de l'économie et de la vie en société. C'est aux portes immédiates de la France que se trouvent les bonnes solutions. Encore faut-il entre bailler la porte.

Par contraste, sont disqualifiés nos technocrates, qui ne connaissent que ce qu'ils ont mis un demi-siècle à bâtir : cet enchevêtrement de réglementations, d'organismes publics, de privilèges, de protections, d'interventions, de prélèvements, et cette masse de déficits, de dettes et de gaspillages. Ils passent hélas pour des « experts », conseillers avisés des aristocrates qui nous gouvernent, puisqu'ils sont les seuls à pouvoir guider les Français dans le labyrinthe qu'ils ont savamment construit. Leur fil d'Ariane, c'est l'Etat. Or, dans le monde entier il apparaît aujourd'hui que l'Etat n'est pas la solution, mais que l'Etat est le problème.

Ce guide ne doit rien aux technocrates, ni aux aristocrates. Il est « démocrate », fait pour le peuple, pour donner un sens à une campagne et à un scrutin qui conditionnent sans doute votre sort individuel et notre avenir national.

VOICI LE LIBERALISME « ENCADRE »

Il a été « avancé » avec Giscard, il se voulait « social » avec Madelin, il est devenu « ultra » avec le temps, le voici maintenant « encadré » par Nicolas Sarkozy. Le libéralisme a bien de la chance. Il n'apparaît jamais dans son plus simple appareil.

Dans un entretien au Figaro fin juillet, Nicolas Sarkozy avait précisé : « Je note et j'apprécie qu'après m'avoir fait un procès en ultralibéralisme, on m'accuse d'être un libéral à minima. ».

« Peu m'importent les querelles théologiques. Quand je vois certains grands patrons se verser quarante siècles de RMI, je dis que c'est trop, non parce que je ne suis pas libéral, mais parce que je ne veux pas que la droite fasse cadeau à la gauche de ses incohérences. Je n'appartiens à aucune secte, à aucun clan, à aucune idéologie. Si je dois préparer l'avenir, il faut que je le fasse dans un esprit de rassemblement. J'ai été accusé d'interventionnisme lorsque j'ai décidé que l'Etat monterait à 20% dans Alstom, ou encore quand je me suis opposé au rachat d'Aventis par Novartis. Résultat : l'Etat a revendu 2 milliards ses 20% d'actions Alstom et Sanofi-Aventis est aujourd'hui la troisième groupe pharmaceutique du monde. C'est cela, le libéralisme encadré. ».

Voilà un nouveau concept intéressant, dont on devrait parler dans les mois à venir. Mais peut-on être à la fois pour le libéralisme et pour l'encadrement (Par qui ? Evidemment par l'Etat). L'ambiguïté de la position était déjà apparue dans une autre déclaration du même Nicolas SARKOZY, toujours en juillet, alors qu'il était l'invité d'Hervé NOVELLI dans sa circonscription, après avoir refroidi les réformateurs par son discours d'Agen à propos des « patrons voyous » ou d'une « révision de la politique économique européenne ».

Certes, disait-il « la France a davantage besoin de liberté économique que de socialisme » et elle « a impérativement besoin de se réformer en profondeur ». Mais c'était pour ajouter aussitôt : « Je ne suis ni Mme THATCHER ni M. REAGAN, je suis Nicolas SARKOZY » et « ma vérité, c'est que la nécessaire lutte contre les déficits publics n'a aucune chance d'être remportée si elle constitue l'alpha et l'oméga de toute notre stratégie économique ». « Je ne vois pas pourquoi les Américains ont le droit d'utiliser le dollar comme une arme dans la compétition économique » et « pourquoi, nous, nous aurions fait l'euro pour surtout ne pas nous en servir. Je demande que l'euro soit mis au service d'une politique d'emploi, de croissance ».

Enfin, dernier éclairage, dans son ouvrage « Témoignage » : « Le fait d'être libéral ne m'empêche pas de penser que l'économie libérale a besoin de régulation, de normes, de contraintes, comme le droit du travail, le salaire minimum, le droit syndical et les règles de représentation des salariés, le droit des consommateurs, le droit à la concurrence, pour être au service de l'homme et non pas l'inverse. ». « Si je n'avais d'yeux que pour le modèle américain, je vivrais aux Etats-Unis. Reproduire un modèle étranger n'aurait aucun sens ».

Bien entendu, il faudra voir ce que ces « principes » deviendront quand il faudra les appliquer à la réforme du marché du travail, de la protection sociale, de la fiscalité ou de l'Etat. Mais il y a au départ un choix dangereux consistant à refuser toute doctrine et toute vision d'avenir pour leur préférer l'empirisme : si l'on nie le caractère universel des lois économiques et des valeurs morales, de peur d'entrer dans des « querelles théologiques », si l'on rejette les enseignements des expériences étrangères, on verse dans le relativisme, l'opportunisme et on marche dans les traces des gouvernements précédents.

Les futurs électeurs ont maintenant entre les mains le « Guide du candidat ». Ils pourront s'en servir pour demander des précisions à Nicolas Sarkozy et l'amener peut-être à prendre enfin un chemin clair et net. Il semblerait qu'à la différence du libéralisme, Nicolas Sarkozy a bien besoin d'être encadré. La lecture du Guide lui sera salutaire.

PAS DE VACANCES POUR L'ÉTATISME

Les hommes de l'Etat ne prennent pas de vacances. Leur imagination est toujours en éveil et même pendant l'été ils inventent quelque chose de frais. Pour exemples quatre innovations.

1. Il faut trouver de nouvelles recettes, en particulier pour financer la très coûteuse sécurité sociale. L'an dernier, le gouvernement avait anticipé la perception des prélèvements sociaux (CSG, CRDS) sur les plans d'épargne logement de plus de dix ans (alors que jusque là ils n'étaient dus qu'au dénouement du plan). Recette miracle qui avait rapporté 1,9 milliards d'euros. Pour cette année il fallait trouver autre chose. On va donc cette fois se tourner du côté de **l'assurance-vie**. Les prélèvements sociaux (de 11%) sont déjà perçus au 31 décembre pour les contrats en euros (mono-support), sur le montant des intérêts crédités en compte. Mais n'étaient pas concernés les contrats dits multisupports qui comportent des fonds composés d'actions et d'obligations. D'où l'idée géniale d'anticiper les prélèvements sociaux sur ces fonds. Il y aurait là 1,4 milliards d'euros à récupérer et même beaucoup plus si on prenait également en compte les intérêts des années précédentes.

2. Une taxation des boissons sucrées et des produits de grignotage. Bien entendu, ce nouvel impôt n'est motivé que par la lutte contre l'obésité, puisque c'est désormais à l'Etat d'éduquer -par la force fiscale- les enfants et non plus aux parents. Un groupe de travail a même été constitué à Bercy pour réfléchir sur cette « **taxe nutritionnelle** ». Le groupe a proposé de ne pas se concentrer sur les seuls produits sucrés, mais aussi de songer à la consommation de produits gras et salés. Rien n'est oublié, de la confiserie aux barres chocolatées, en passant par les chips et les biscuits salés et sucrés. C'est big brother. L'impôt est devenu l'instrument du nouveau totalitarisme à visage humain.

3. Mais il ne suffit pas de songer à des impôts nouveaux. Il faut aussi penser à des dépenses nouvelles, ce qui justifiera plus tard de nouveaux impôts. C'est ainsi que le gouvernement, dans son souci de réduire « la fracture numérique » a proposé **le PC à un euro par jour**. La mesure existait déjà pour les étudiants. Elle serait étendue aux ménages « les plus modestes ». Ceux-ci pourront acheter un PC, des logiciels, disposer d'un accès Internet, d'une installation de la machine à domicile et même d'une formation de quatre heures, pour un euros par jour pendant trois ans. L'Etat apportera sa garantie, grâce à un fond de garantie sociale. Evidemment, en cas de défaillances dans les remboursements le coût sera pour le contribuable.

4. Autre idée géniale, issue de la même sollicitude démagogique : **une allocation de rentrée** pour 500 000 étudiants, sur le même principe que l'allocation de rentrée scolaire. Il est question de 150 à 200 euros par étudiant concerné (ils seront 500 000 sur les 2 millions d'étudiants). Qui paiera ? Le contribuable, et sans doute les parents de ceux qui n'auront pas droit à l'allocation parce que « trop riches ». Pour l'UNEF, ce n'est pas assez : il faudrait supprimer la demi part fiscale pour les étudiants à charge de leurs parents.

Pendant que les énarques construisaient de nouveaux châteaux de sable sur la plage fiscale, les libéraux, avec Contribuables associés, auront fêté **le jour de la libération fiscale**, le 16 juillet. En effet, avec 53,6% du PIB en dépenses publiques, les Français travaillent pour l'Etat 196 jours, soit du 1^{er} janvier au 15 juillet au soir. Ils ne travaillent pour eux qu'à partir du 16 juillet. Pendant ce temps, les Italiens sont libérés le 27 juin, les Allemands et les Britanniques le 17 juin, les Polonais le 7 juin, les Espagnols le 22 mai et les Irlandais dès le 10 mai.

AU SOMMAIRE DU N°884 :

EDITORIAL : Nous avons besoin d'un guide pp. 1-2

CONJONCTURE : « Tous les indicateurs sont au vert » pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Liban : qui a perdu ? p. 4 – Un guide du candidat : Pourquoi ? Pour qui ? p. 5-6 – Voici le libéralisme « encadré » p. 7 – Pas de vacances pour l'étatisme p. 8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille